

LA FACE NOIRE DE LA MONDIALISATION

Terrorisme et "Livres blancs" : le syndrome des branquignols

Arrêtée au 12 septembre 2001, l'horloge analytique du Livre blanc reste figée dans la "routine destructrice"



XAVIER RAUFER

Quoi de neuf dans l'inquiétant domaine du terrorisme ? Enormément de choses - et révélatrices. D'abord, cette bonne nouvelle : les derniers jihadistes arrêtés en France ou en Grande-Bretagne sont des branquignols, limite débiles légers. Certains se filment armes en main et, la vidéo à peine sur YouTube, s'étonnent d'échouer au poste. D'autres encore laissent leurs empreintes digitales sur la grenade qu'ils jettent dans une épicerie casher. Mais encore sont-ce des génies au regard de leurs "frères" britanniques, dont les derniers exploits forment, à eux seuls, le scénario d'un film du type "Les Charlots font du terrorisme".

Place au spectacle : d'abord, nos héros arrivent en retard au meeting "islamo-phobe" qu'ils voulaient attaquer - les lieux sont déserts. Demi-tour donc et retour au bercail. Durant cette piteuse retraite, contrôle policier. Aha ! Défaute d'assurance ! Le véhicule est confisqué et les benêts du jihad, renvoyés chez eux en train. Leur voiture file à la fourrière, où bien sûr, on l'inspecte. Dans le coffre, la bombe et des armes. Dès le lendemain, tous ces simplets sont en prison. Tels sont les derniers disciples de Ben Laden sur le sol européen.

Mais dans les foyers islamistes, Afghanistan, Pakistan, Yémen, etc., le terrorisme va-t-il mieux ? Non. Lassée des tracas sans fin qu'elle rencontre à Guantanamo, la CIA a dressé une liste de fanatiques islamistes irréductibles, à éliminer sans autre forme de procès. Avec son célèbre talent pour l'euphémisme, la CIA a baptisé cette liste "disposition matrix", en français "matrice d'éviction". Ceux qui y figurent sont éliminés à coups de drones. Au total (avec les bavures...), quelque 3 000 éliminations depuis septembre 2001.

Les statistiques européennes du terrorisme maintenant, fournies par Europol en avril dernier. Selon la définition de la police européenne ("toute attaque commise, déjouée ou ratée"), il y a eu 161 attentats dans l'Union européenne (UE, 500 millions d'habitants) pour toute l'année 2012. Partout en Europe ? Justement pas : 125 en Corse, 25 en Ulster.

Hors de ces deux micro-territoires, pour toute l'Europe... 11 attentats ou tentatives ! Soit 0,032 attentat pour 100 000 habitants de l'UE. Rappel : en France, on compte environ 1 homicide/100 000 - chiffre déjà minimal.

Ici un étonnement : cet effondrement du terrorisme en Europe, le récent "Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale" ne le mentionne pas et même, il semble l'ignorer. Poussif et rétrospectif, ce Livre blanc donne une vision statique d'un terrorisme qui a toujours été là, perdure et même, durera éternellement. Alors qu'un Livre blanc doit envisager la sécurité sociétale ("capacité d'une société à perdurer dans

Alors qu'un Livre blanc doit envisager la sécurité sociétale ("capacité d'une société à perdurer dans ses caractéristiques essentielles"), le dernier du genre ne manifeste nulle imagination et se borne à prolonger des courbes

ses caractéristiques essentielles"), le dernier du genre ne manifeste nulle imagination et se borne à prolonger des courbes : comme tel problème existait hier, il existera forcément demain. Autre saisisant oubli : l'hybridation manifeste entre terrorisme et crime organisé. Cela, la Fondation Quilliam, institution britannique d'étude du fanatisme, le souligne : *"Al Qaïda au Maghreb Islamique est avant tout vouée à kidnapper contre rançon des touristes étrangers et pratiquer le crime organisé pour se financer et s'acheter des armes."* Rien de ça dans un Livre blanc dont l'horloge analytique semble bloquée au 12 septembre 2001.

Pourquoi cet aveuglement ? Tel est le point crucial qu'il faut désormais apprécier, dans l'intérêt même de la sécurité de la France. D'abord, et largement, les auteurs du Livre blanc sont restés plongés dans ce que les experts nomment "routine destructrice" : *"Le plus souvent, la décision est envisagée dans le cadre des valeurs, des modes de pensée, des concepts, des processus, des règles usuelles, des temps, des formes d'organisation du groupe concerné par la décision."* (Aetos, juillet 2012). Routine qui pousse à répéter ce qu'on a

appris à faire, en ignorant toute autre voie. Pour les auteurs de ce Livre blanc, reproduire l'existant a semblé logique et suffisant.

Bien plus sérieux encore, maintenant. Dans le renseignement, la police et aussi dans la justice, nombre de carrières, de réputations, se sont bâties sur le terrorisme. Qu'il disparaisse, que le jihad ne soit au fond, désormais, qu'un parasitage des conflits religieux du Moyen-Orient et de guerres tribales africaines, provoque dans ces instances de sécurité ce que Sigmund Freud a baptisé *"angoisse de perte d'objet"*.

Bon, pense ici le lecteur : des policiers, espions et juges sont préoccupés de voir leur ennemi jihadiste s'anémier. Mais à la fin de la guerre froide, nos espions n'ont-ils pas pleuré la disparition du KGB ? N'est-ce pas une forme de ce "travail de deuil" rabâché par les médias - un sentiment normal et passager ?

Non, et c'est même fort sérieux en termes de sécurité. Car le phénomène décrit plus haut n'est que la manifestation présente d'une séculaire incapacité des bureaucraties à se réformer elles-mêmes. Privilège de l'âge : l'auteur se souvient bien de la réaction du renseignement intérieur lorsqu'émergea le terrorisme, à l'aube des années 1970 : à l'époque, la DST a énergiquement refusé de s'en occuper ! Son combat était antisoviétique ! Pas question de s'en détourner pour perdre son temps à des bobards journalistiques ! Aujourd'hui bien sûr, policiers, espions et magistrats refusent de lâcher l'ennemi hier rejeté et auquel ils ont fini par s'habituer.

Or de précédents textes officiels et Livres blancs ont cru bon de confier au renseignement une mission d'alerte. Il reviendrait ainsi aux services spéciaux d'avertir le gouvernement de toute menace émergente - ou finissante.

Ce qui précède démontre que cette disposition est évidemment vouée à l'échec. Dans l'actuel désordre mondial, il faut à tout gouvernement une vigie, capable (au sens étymologique) de prévenir. Tâche que, manifestement, nulle bureaucratie, aujourd'hui pas plus qu'hier, ne sait, ne peut et ne veut accomplir.

Pourquoi cet aveuglement ? Tel est le point crucial qu'il faut désormais apprécier, dans l'intérêt même de la sécurité de la France.